

ENTRETIEN

BENJAMIN DESSUS BERNARD LAPONCHE

- PRÉSIDENT DE GLOBAL CHANCE
- CONSULTANT DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE

«IL Y A LE LEVIER D'ACTION QUE L'ON PEUT, OU NON, CHOISIR D'INTRODUIRE
DANS LE DÉBAT : LA MAÎTRISE DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ»

L'entretien se déroulant le jour où le p-dg d'EDF, Henri Proglio, laisse entendre au *Parisien* qu'une sortie du nucléaire en France entraînerait un million de suppressions d'emplois, les deux spécialistes abordent cette question. Mais alors qu'ils viennent de publier, le mois dernier, «*En finir avec le nucléaire. Pourquoi et comment ?*» ⁽¹⁾, l'entretien s'attache principalement à commenter les scénarios 2030 de l'UFE.

Octobre a été marqué par le débat des primaires socialistes et, dans ce contexte, par la place dévolue aujourd'hui et demain à l'énergie nucléaire. D'un autre côté, des chiffres ont été avancés, notamment par l'administrateur général du CEA, sur les coûts d'une sortie du nucléaire. Que vous inspirent ces annonces ?

Benjamin Dessus. Toute la discussion sur le nucléaire à l'intérieur du Parti Socialiste s'est concentrée sur la question du pourcentage de production nucléaire en 2025, par exemple 50% pour François Hollande, sans jamais préciser de quelle quantité de production d'électricité totale il s'agissait. On retrouve d'ailleurs ce problème dans la plupart des scénarios qui abondent en ce moment. Parle-t-on de 50% de 400 TWh ou de 800 TWh ? Ce n'est évidemment pas du tout pareil.

Que voulez-vous dire ?

Benjamin Dessus. Les scénarios de l'Union française de l'électricité (UFE) qui viennent de sortir ⁽²⁾ par exemple imaginent des consommations électriques de 530 à 625 TWh en 2030 auxquels il faut ajouter plus de 100 TWh d'exportation. Mais avec des efforts conséquents d'efficacité électrique, la consommation pourrait être n'être que de 400 TWh, voire moins à cette époque. On voit bien que dans le scénario haut de l'UFE (725 TWh) la réduction réelle du nucléaire engendrée par un passage de 75% à 50% serait pratiquement nulle en valeur absolue alors que pour une consommation de 400 TWh le parc serait réduit de moitié.

Quant au chiffre de 750 milliards d'euros avancé par Bernard Bigot pour le coût de la sortie du nucléaire, il se fonde sur un exercice un peu simpliste. Un équivalent de la Caisse des dépôts en Allemagne, KfW, explique un jour dans un communiqué que le pays s'est lancé dans la transition énergétique, ce qui devrait se traduire par des opportunités d'investissement de 250 mds€ pour assurer cette transition énergétique, transition qui ne se limite pas, et de loin, à la sortie du nucléaire qui coûterait à l'Allemagne de l'ordre de 100 mds€ d'investissements. L'administrateur général du CEA part des 250 mds€ comme coût de l'abandon du nucléaire outre-Rhin, et, la capacité nucléaire française étant de trois fois supérieure à celle de son voisin, il lui en coûterait trois fois plus ! Il oublie complètement que prolonger la situation actuelle impose une série d'investissements comme la réhabilitation du parc, des investissements de réseau, etc., qui coûtent également de l'argent.

Bernard Laponche. Parler du coût de sortie du nucléaire n'a pas en effet beaucoup de sens si l'on n'examine pas en parallèle le coût de l'économie d'électricité, de la montée en puissance des énergies renouvelables et éventuellement de quelques centrales à gaz à cycle combiné, avec les investissements indispensables au maintien du nucléaire (y compris le coût d'investissement d'un certain nombre d'EPR). C'est cette comparaison qui est la seule intéressante.

Dans notre livre, nous montrons qu'elle aboutit à un avantage de 10% à 15% en faveur de la sortie du nucléaire. Ceux qui sont en faveur du nucléaire comme l'UFE trouvent des chiffres équivalents dans l'autre sens. Mais, vu l'imprécision des estimations et les incertitudes qui restent, en particulier sur le coût total du nucléaire (démanèlement, assurance contre le risque majeur, etc), on pourrait admettre que ces coûts sont du même ordre.

J'ajouterai que deux événements pèsent très lourd dans le débat : Fukushima et le risque que l'on prend ou pas d'un accident majeur ; et le choix de l'Allemagne de sortir du nucléaire. A ce propos, ce n'est pas seulement à cause du risque nucléaire que l'Allemagne en a décidé ainsi mais aussi pour conforter l'avantage de l'industrie allemande, qui est déjà leader du marché mondial avec 30% du marché et l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Un fait qui semble être passé quasi-inaperçu illustre bien ce dernier point : le retrait de Siemens du nucléaire, pas seulement en Allemagne mais aussi à l'exportation. C'est un choix de politique industrielle. Les industriels français devraient bien se demander s'ils ne passent pas à côté d'un tournant majeur.

Benjamin Dessus, revenons sur la question des besoins en électricité...

Benjamin Dessus. Si l'on imagine que la croissance électrique en France est inéluctable (1% à 2% par an en moyenne) comme le fait l'UFE, alors effectivement, le rythme de déploiement des énergies renouvelables n'arrivera pas à combler la décroissance du nucléaire. Mais il y a le levier d'action que l'on peut, ou non, choisir d'introduire dans le débat : la maîtrise de la consommation d'électricité. Pourquoi n'y a-t-il pas en France de politique d'efficacité électrique ? Il me semble que c'est très culturel : dans notre pays, la liaison entre croissance économique et augmentation de la consommation électrique est considérée comme «naturelle». La notion de quantité de consommation n'intervient donc pratiquement pas dans le débat. C'est pourtant en contradiction avec la loi Pope qui impose une baisse annuelle de l'intensité énergétique finale de 2% à 2,5% sur la période.

Il est très significatif que dans les scénarios qu'elle a publiés récemment, l'UFE n'ait pas considéré l'efficacité de l'électricité comme un vrai paramètre d'action qu'on peut scénariser, mais comme une donnée figée à une valeur très faible (7% à l'horizon 2030). Ce qui lui permet de conclure que les énergies renouvelables sont incapables de fournir la différence des besoins, d'où le recours à des centrales thermiques et donc plus d'émissions de gaz à effet de serre, surtout si celles-ci sont au charbon. D'autre part, l'UFE bâtit son scénario nucléaire sur la prolongation systématique du parc existant, en tenant compte des opérations de jouvence nécessaires, mais sans y inclure les investissements de sûreté et sécurité post Fukushima, au prétexte qu'ils ne sont pas encore chiffrables.

De plus en reportant l'échéance d'arrêt du parc actuel au delà de 2030, elle évite de prendre en compte les frais de démantèlement dont on commence à connaître l'ampleur probable. Dans ces

conditions, pas étonnant que le nucléaire apparaisse comme très compétitif. Toute diminution de sa part ne peut qu'augmenter la facture !

Bernard Laponche. A propos de la maîtrise de la consommation d'électricité, la question de la pointe se pose également. Sait-on que notre consommation de pointe représente la moitié de la pointe européenne du fait de l'ampleur du chauffage électrique ? Nous sommes donc obligés d'importer de l'électricité de pointe en hiver (généralement d'origine fossile !). C'est bien la preuve que notre système de production n'est pas adapté à la demande française.

D'autre part, il faut souligner que la consommation française d'électricité spécifique (électroménager, audiovisuel, informatique et éclairage) par habitant était supérieure en 2009 de 27% à celle de l'Allemagne, alors qu'elle était égale en 1998. Réduire de 15% en dix ans la consommation d'électricité en France n'est donc pas impensable puisque à elle seule cette électricité spécifique du résidentiel représente près de la moitié de la consommation finale d'électricité.

Comment ont fait nos voisins ?

Benjamin Dessus. Ils ont mis en place une politique de prix et une politique industrielle de qualité énergétique des équipements et des appareils.

A ce propos, le scénario négaWatt qui table sur une réduction de 65% de la demande d'énergie n'est-il pas utopiste ?

Bernard Laponche. Il s'agit d'une diminution de la consommation d'énergie primaire sous l'influence de plusieurs paramètres : la sobriété et l'efficacité énergétiques au niveau de la demande qui réduit la consommation finale, le remplacement des centrales thermiques fossiles et nucléaires (dont le rendement est de l'ordre d'un tiers) par des énergies renouvelables. Pour l'éolien le photovoltaïque et l'hydraulique on réduit mécaniquement des 2/3 les besoins d'énergie primaire pour la même production d'électricité.

Dernier point important, quand on parle de transition énergétique, il ne faudrait pas oublier que l'électricité ne représente que 25% de la consommation finale. La contribution du nucléaire à cette consommation n'est donc que de 16%.

Dans sa communication vers l'extérieur, par exemple dans le document sur la réforme de la France 2011-2014 qu'il a dû transmettre à Bruxelles pour respecter le Traité de Lisbonne, le gouvernement avance le chiffre d'une consommation d'énergie finale de 135 millions de tonnes équivalent pétrole en 2020, soit 17% de moins que dans le scénario tendanciel et 15% de moins

qu'en 2009. Pourquoi est-ce qu'on économiserait sur tout, sauf sur l'électricité ? On commence à admettre le raisonnement sur l'énergie, mais pas sur la Fée électrique des années 60. Il y a là une espèce de consensus Droite-Gauche... C'est de la responsabilité de l'Etat d'enclencher le mouvement. En Californie, par exemple, les autorités disent aux producteurs d'électricité : si vous voulez investir, faites faire avant des économies d'électricité et elles pourraient être rémunérées. Pourquoi ne pas imaginer en France, à l'image du tarif d'achat pour les énergies renouvelables, de rémunérer le négaWatheure, autrement dit les économies d'électricité (et de façon plus générale, d'énergie) ? Par exemple à travers le système des certificats d'économies d'énergie, à condition toutefois que ce soit sur son énergie que le fournisseur fasse réaliser des économies, et pas sur celle d'un autre.

Quel rôle voyez-vous pour la tarification ?

Benjamin Dessus. Le prix de l'électricité a une influence sur les comportements mais pose évidemment des problèmes d'équité. L'idée d'un tarif progressif de l'électricité avec un kWh bon marché pour les faibles consommations mais plus cher si la consommation dérape répond *a priori* à cette problématique. Mais cette mesure risque de pénaliser les foyers les plus pauvres, dotés du chauffage électrique. Sauf si les compteurs étaient assez intelligents pour distinguer les consommations de chauffage des consommations spécifiques. Il faudrait en effet, ce qui ne pose pas de problème technique, des compteurs capables d'indiquer usage par usage au consommateur ses consommations (chauffage, eau chaude, électroménager, audiovisuel, informatique) et au régulateur de définir les tarifs les plus équitables. Bien entendu la priorité des priorités est d'engager des travaux d'isolation dans ces logements. La mesure, toutefois, ne suffit pas. Si l'on veut pousser à la sobriété il faut instaurer des malus sur les équipements qui consomment le plus, par exemple les home cinéma comme on l'a fait pour les voitures à forte consommation.

Venons-en à la question des emplois dans le nucléaire qui, depuis les chiffres avancés par le patron d'EDF dans *Le Parisien*, défraient la chronique... Au-delà de ces chiffres même, que dire de ceux qui pourraient être amenés à détruire une industrie qu'ils ont aidée à construire ?

Benjamin Dessus. Il y a de l'ordre de 125 000 emplois directs dans l'industrie nucléaire. Dans les énergies renouvelables, le nombre serait plus proche de 200 000 ou 300 000. D'autre part, l'emploi dans le nucléaire décroîtra en partie en 20 ans, mais une partie importante en sera conservée pour le démantèlement et la gestion des déchets radioactifs. Le marché international du démantèlement est considérable et nécessitera une grande compétence technique.

Bernard Laponche. En outre, les métiers du nucléaire sont majoritairement des métiers qui seront utilisés pour l'industrie des renouvelables et de l'efficacité énergétique. Comme nous l'exprimons dans la conclusion de notre livre : *«Le splendide isolement de la France risque de lui coûter cher. Et pourtant, ses potentiels d'économies d'énergie et d'énergies renouvelables sont considérables. Allié à l'Allemagne, aux pays nordiques, aux pays de la Méditerranée, notre pays a une partie majeure à jouer, dans toutes les villes, dans tous les territoires et dans une politique de coopération avec les pays émergents et les pays en développement, bien plus fructueuse et bien plus enthousiasmante que la monomanie nucléaire actuelle».*

(1) *«En finir avec le nucléaire. Pourquoi et comment ?» - 13 euros - Editions du Seuil - 25 boulevard Romain-Rolland - 75014 Paris ;*

(2) Cf. *Enerpresse n°10444.*

Propos recueillis par Elisabeth Salles et Joël Spaës